



Audition du général Didier Castres

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures

Mercredi 16 décembre 2015

Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures - Audition du général Didier Castres

La commission auditionne le général Didier Castres sur la lutte contre Daech et le bilan des opérations extérieures.

M. Jean-Pierre Raffarin, président. - Mon Général, nous avons souhaité vous entendre pour faire le point sur la lutte engagée contre Daech, sur le rapport des forces entre les différents acteurs de la crise en Irak et en Syrie et les avancées que vous pouvez constater vers une sortie de celle-ci, ainsi que sur les perspectives actuellement ouvertes en ce qui concerne la Libye. Nos précédentes auditions de ce matin - celle de M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie, et celle de M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie - nous ont déjà permis de mesurer la complexité de la situation... Par avance, je vous remercie pour les nouveaux éclairages que vous allez apporter à nos travaux.

Général Didier Castres. - Monsieur le président, mesdames et messieurs les Sénateurs, exactement un an et demi après la prise de Mossoul par Daech, il est toujours difficile d'établir un bilan complet de la situation, tant les parties à cette crise sont nombreuses et tant les équilibres locaux et internationaux sont fragiles. Avant de décrire la situation sur le terrain et les perspectives que l'on peut tracer pour ce conflit, ce qui est somme toute le plus facile, je voudrais mettre en évidence ce que je considère comme les facteurs d'évolution de la crise. J'aborderai enfin le rôle et la place de la France au sein de la coalition contre Daech.

Un an et demi après la brutale irruption de Daech en Irak, la crise au Levant me paraît connaître 5 évolutions majeures.

En premier lieu, j'observe que le conflit est en voie d'internationalisation, singulièrement en Syrie. L'Iran est militairement présent avec ses Pasdarans et sa force Al-Qods, le Liban également à travers le Hezbollah, ainsi que des miliciens chiites, irakiens, pakistanais et afghans pour un volume total estimé à 10 000 à 15 000 combattants. Il y a également de l'ordre de 4 000 à 6 000 soldats russes déployés en Syrie, appuyant ou s'appuyant sur une quarantaine d'avions de chasse, une trentaine d'hélicoptères et sur un volume significatif de matériels terrestres, chars, artillerie sol-air, artillerie sol-sol servis par des soldats russes. Au titre d'accords anciens, nous trouvons également 1 200 à 1 500 soldats turcs dans le nord de l'Irak. Enfin, des forces spéciales américaines, turques et probablement d'autres en provenance de pays du Golfe complètent cette mosaïque militaire. Les tensions naissantes entre la Russie et la Turquie d'une part et entre la Russie et la coalition d'autre part, témoignent d'ailleurs de cette internationalisation.

En second lieu, j'observe que la coalition peine à s'accorder tant sur les plans militaire que politique. Beaucoup d'agendas différents et la définition des objectifs, comme la façon de les rallier, restent une question pendante. Sur le plan militaire, la coalition soutient une opposition modérée qui pour l'heure, ne dispose pas de la masse critique, ni des objectifs partagés qui lui permettraient de s'imposer aux autres composantes de l'opposition et de combattre efficacement Daech. En parallèle, certains groupes bénéficient d'un soutien puissant d'États tiers, alors même qu'ils ne sont pas considérés comme "fréquentables" par la coalition. Dès lors, même si l'on note des progrès dans le dialogue politique, ainsi que dans la cartographie des groupes d'opposition, ces questions restent une pomme de discorde au sein de la coalition.

En troisième lieu, l'irruption de la Russie sur le théâtre syrien constitue un fait majeur. Cette intervention traduit une stratégie qui s'articule autour de trois axes. Le premier axe est celui d'une démonstration de puissance. La Russie apporte en effet la preuve, déjà esquissée déjà à travers l'annexion de la Crimée, qu'elle dispose d'une armée moderne. Ce n'est plus l'armée qui est intervenue en Tchétchénie : elle est capable de conduire des opérations complexes et de projeter des forces à l'extérieur de la Russie. L'outil militaire russe se révèle complet, comme le montrent les tirs de missiles de croisière, depuis les airs ou depuis un sous-marin. De même, les raids de bombardiers stratégiques effectués sur la Syrie en faisant le tour de l'Europe illustrent leur capacité en la matière. Cette démonstration de puissance constitue probablement un message destiné à l'OTAN. Le deuxième axe de cette stratégie de la Russie vise à la placer en acteur majeur de la recomposition du Proche et Moyen-Orient tout en garantissant ses intérêts stratégiques. L'enjeu, pour les Russes, est celui de l'accès aux mers chaudes et à leurs ports. Enfin, il s'agit également pour la Russie de répondre à la menace de l'islamisme radical : les combattants étrangers de Daech comptent en effet, dans leurs rangs, 4 000 russophones dont 2 000 Russes.

Le quatrième point que je voudrais évoquer est celui de la prétendue absence de stratégie globale contre Daech, ce qui a donné lieu à de nombreuses critiques. Pourtant, elle existe, elle est cohérente et globale même si elle présente des faiblesses. Cette stratégie globale comprend cinq volets. Le premier tend à l'assèchement des ressources financières internationales de Daech. A cet effet, un groupe a été mis en place, piloté par les États-Unis et ouvert à l'ensemble des membres de la coalition. Le deuxième volet vise à entraver les flux de combattants étrangers ralliant Daech. Un autre groupe placé sous le pilotage de l'Allemagne, mène les travaux à cette fin. Le troisième volet concerne le « contre-narratif », en d'autres termes la riposte à la propagande de Daech, en particulier sur Internet. Sur ce point les chiffres parlent d'eux-mêmes: 2 370 sites francophones pro-Daech ont été identifiés, représentant environ le quart des sites pro-Daech existants. Ceux-ci génèrent, chaque jour, quelques 41 000 tweets, qui drainent 2,8 millions de « *followers* »... Ce califat « immatériel » sera peut-être plus difficile à combattre que le pseudo califat physique qui s'étend de Mossoul à Raqqah. Un quatrième groupe s'attache aux aspects de la gouvernance et de la reconstruction post-conflit : institutions, forces de sécurité, économie, ... Enfin, le cinquième volet est l'intervention militaire en elle-même. Cette dimension ne représente donc que l'une des actions de la stratégie mise en oeuvre par la coalition contre Daech. En la matière, la stratégie initiale qui est en train de s'affiner, vise l'endiguement de Daech, dans l'attente de la montée en puissance des forces armées locales. En Irak, 15 000 soldats ont été formés. Cette formation a été assez efficace. En Syrie, au contraire, il n'a pas été possible d'identifier des recrues fiables, auxquelles de l'armement aurait pu être confié ; la difficulté de trouver des alliés locaux, en nombre, organisation et motivation suffisante, au sol contre Daech y est très grande. Mais cette stratégie militaire souffre de quelques faiblesses pour produire des effets rapides. Faiblesse des moyens engagés par la coalition, pour commencer. Alors qu'à l'occasion de la première guerre du Golfe, la coalition effectuait 2 000 sorties d'aéronefs de tous types par jour en moyenne, les opérations menées au Kosovo 800 sorties par jour et l'intervention en Libye 250 sorties par jour, les opérations actuelles en Irak et en Syrie ne donnent lieu qu'à 100 sorties par jour - les trois quarts en Irak et un quart en Syrie. Une deuxième difficulté réside dans l'absence d'implication des Sunnites dans le combat contre Daech. Enfin, l'absence de troupes au sol pour exploiter l'action de la coalition et réoccuper les espaces dont on a chassé Daech est un facteur ralentissant de la campagne militaire : aucun conflit militaire ne peut se gagner sur la seule base d'une campagne aérienne. Certes, 145 000 Kurdes combattent au Kurdistan irakien et 7 000 à 8 000 Kurdes le font en Syrie, mais il sera

difficile de les inciter à aller combattre Daech au-delà de la zone d'implantation territoriale kurde habituelle.

Enfin, la dernière tendance générale à signaler est la connexion désormais établie - même si elle n'en reste qu'à un état embryonnaire à ce stade -, entre les théâtres irako-syrien et libyen.

Maintenant que les tendances générales de ce conflit sont établies, je voudrais vous brosser le tableau de la situation en Syrie et en Irak.

En Irak, les indices de l'affaiblissement de Daech s'accumulent. Sur tous les fronts Daech est en défensive. L'organisation terroriste conserve néanmoins un pouvoir de nuisance et de harcèlement important, mais n'est plus capable de mener de grandes offensives. Toutefois, en dépit de pertes très lourdes, son attractivité ne faiblit pas. Chaque semaine, nous estimons qu'une centaine d'hommes et femmes rejoignent le Levant en provenance de l'étranger.

En Syrie et depuis l'engagement des Russes, les forces armées syriennes sont passées à l'offensive partout et progressent sans pour autant inverser de façon définitive les rapports de forces avec les groupes armés d'opposition. Les mouvements d'opposition sont eux en difficulté, mais montrent une forte résilience et bénéficient de livraisons de matériels et d'armements en provenance d'un certain nombre de pays. La plupart de ces mouvements pratiquent une politique opportuniste et se reconfigurent en permanence, s'alliant ou s'opposant entre eux, selon les circonstances et les objectifs. Ceci rend difficile une identification et une classification certaine.

Quelles sont les perspectives à douze ou dix-huit mois ? En réponse à une rupture probable de sa continuité géographique, Daech devrait essayer de défendre une zone qui continue d'incarner le califat, soit dans l'est de la Syrie, où Daech bénéficie de plus de liberté d'action et de circulation, soit du côté de Mossoul, en raison de sa valeur symbolique. Si la pression militaire s'accroît encore sur Daech, alors l'organisation terroriste devrait essaimer vers de nouveaux territoires, en renvoyant une partie des combattants étrangers dans leurs pays d'origine. La Libye, pays sans État, déjà infecté par le terrorisme djihadiste et riche en ressources naturelles, constitue à ce titre une proie idéale pour Daech. Le Yémen, le Sinaï pourraient également être visés. Il faut donc s'attendre à la fois à un déplacement du centre de gravité de Daech et au retour des combattants étrangers dans leurs pays d'origine.

Quelle est la réalité de l'engagement de la France dans la situation actuelle ? Avec l'engagement du groupe aéronaval, ce sont désormais 3 700 hommes qui participent à la lutte contre Daech. Mais l'action de la France ne consiste pas uniquement en des frappes aériennes. Les armées ont aussi déployé en Irak des soldats, pour soutenir les peshmergas kurdes et les forces de sécurité irakiennes. La France fournit également des matériels et de la formation. Environ 330 frappes ont été réalisées depuis le début de l'engagement français contre Daech, en Irak et en Syrie. Environ 750 à 800 bombes ont été délivrées.

S'agissant du poids de la France dans la coalition, il faut rappeler qu'avant l'engagement du groupe aéronaval, la France ne représentait que 4 % des sorties aériennes. En application des ordres donnés par le Président de la République, après le 13 novembre, notre contribution a été multipliée par trois ou quatre. Depuis cette date, les avions français ont détruit six objectifs majeurs, dont deux camps d'entraînement, deux centres de commandement et deux usines de fabrication d'engins explosifs improvisés. Enfin, hier matin, un objectif important a été frappé avec six missiles de croisière Scalp et une dizaine de bombes.

En parallèle, la coopération avec les Américains progresse, notamment à travers des protocoles qui permettront une plus grande fluidité dans les échanges de renseignement. Quant aux relations avec les Russes, elles se limitent, au plan militaire, à un dispositif de coordination, afin d'éviter des collisions aériennes ou maritimes.

En conclusion, cette campagne nécessite de la patience, de la constance et de la persévérance. Nous ne parviendrons à défaire les deux dimensions du « califat » - matérielle et immatérielle - qu'à travers une stratégie globale, dont le volet le plus urgent me paraît être de rallier les Sunnites au processus de règlement de cette crise. Les annonces faites par l'Arabie saoudite constituent peut-être un pas en ce sens.

M. Jean-Pierre Raffarin, président. - Cette guerre est aussi une guerre des idées, comme l'ont suggéré nos trois intervenants ce matin, sous des angles très différents.

M. Daniel Reiner. - Vous le savez, l'opinion s'interroge sur l'efficacité de notre intervention, qui vise à obtenir du renseignement et à effectuer des frappes afin de contenir Daech.

Êtes-vous satisfait du matériel aujourd'hui mis à disposition de nos forces ?

Comment sont organisées ces coalitions multiples ? Que pèse la France dans la conduite des opérations ?

Une exploitation au sol de l'avantage obtenu par les frappes aériennes sera nécessaire. Que peut-on attendre, dans ce domaine, de la coalition que prépare l'Arabie saoudite ?

Enfin, comment mener conjointement toutes les opérations dans lesquelles la France est actuellement engagée ? Disposons-nous d'équipements suffisants ?

M. Jacques Gautier. - Le nouveau centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), à la suite du déménagement sur le site de Balard, vous donne-t-il les moyens des missions que vous devez remplir ?

Notre intervention reste limitée dans ses dimensions, avec deux bombes en moyenne par jour, alors que les Russes ont frappé, sur une zone très restreinte, de 80 à 100 fois par jour. A-t-on la capacité de monter en puissance dans l'hypothèse où une intensification des frappes serait nécessaire pour appuyer une intervention au sol ?

S'agissant du Mali, la Minusma est davantage une force de police qu'une force combattante. Peut-on vraiment s'appuyer sur cette force, de même que sur la Minusca en Centrafrique ?

M. Claude Malhuret. - Vous avez préconisé patience et persévérance. Il est en effet important de rappeler à nos concitoyens, dont la plupart n'ont pas connu la guerre, que ce type de conflit ne saurait être résolu en quelques jours. Les guerres sont longues et celle-là le sera également.

Le président de la République a annoncé, le 7 septembre dernier, des frappes en Syrie, avec les moyens de l'opération Chammal, qui ont ensuite été augmentés. D'un point de vue logistique, pendant combien de temps disposera-t-on de moyens suffisants pour effectuer ces frappes ? Le chef d'état-major de l'armée de l'air soulignait déjà, en avril dernier, que les engagements de l'armée de l'air, sur de multiples sites, couvrant de vastes espaces,

conduisaient à une « suractivité » et à une « surintensité ». Des livraisons de Rafale ont été reportées à la suite de la vente d'appareils à l'Égypte. La presse a fait état d'une pénurie de bombes. Faudra-t-il augmenter rapidement les moyens des armées, par exemple dans le cadre d'une nouvelle loi de programmation ?

M. Michel Boutant. - Je me fais le porte-parole de mon collègue Gilbert Roger qui a dû nous quitter et qui aurait aimé connaître votre commentaire de l'idée émise par John Bolton, ancien ambassadeur américain aux Nations unies qui estimait dans une tribune récente que la création d'un « Sunnistan » était de nature à la fois à lutter contre Daech et à équilibrer l'intervention russo-iranienne.

M. Gaëtan Gorce. - Quel est le rapport des forces en présence ? Que représente au sein de l'opposition les forces de Daech et des différents groupes ? L'Iran a-t-elle des forces visibles et comment sont-elles mobilisées ?

Quelles sont les réactions des populations à la suite des bombardements ? Certains observateurs estiment que les bombardements peuvent avoir des conséquences « favorables », d'autres expliquent que cela peut décourager les Syriens de chercher des solutions à l'intérieur et déclencher des migrations de populations. Que pensez-vous de la mise en place de zones de protection ? Ne faut-il pas envisager un cessez-le-feu pour sécuriser une partie du territoire et des populations ? Est-ce réaliste ?

Face au risque d'essaimage que vous évoquiez, il importe de trouver une issue rapide à cette crise avant qu'une recomposition ne s'opère. Quelle est, selon vous, la durée prévisible de la campagne que le Parlement a autorisée ?

Général Didier Castres. - Les armées sont actuellement engagées, dans toutes leurs dimensions, au-delà de leur contrat opérationnel : 13 000 militaires sont engagés sur le territoire national et 10 000 en opérations extérieures, ce qui représente en termes d'équipements 45 chasseurs, 475 blindés, une dizaine d'autres aéronefs et une douzaine de bâtiments de la Marine nationale. La marge pour agir davantage est par conséquent étroite.

S'agissant de la consommation des bombes, la campagne aérienne ne posait aucune difficulté de gestion de stock. Depuis la décision du Président de la République d'accentuer la lutte contre Daech, nous allons multiplier par 2 la consommation mensuelle. Cet effort est tout à fait supportable, sous réserve de lancer des commandes de complément dès à présent ; ce qui somme toute est une procédure normale. Il n'y aura pas d'interruption des opérations en raison d'une pénurie de munitions.

D'ailleurs, la difficulté principale ne réside pas tant dans nos stocks : nos avions embarquant une grande quantité d'armement, ils seraient en mesure de frapper davantage, mais la problématique est celle des cibles à traiter pour désorganiser Daech. Depuis un an et demi, Daech s'est organisé, dissimulé, protégé et ces cibles sont difficiles à détecter.

Les forces combattantes de Daech sont estimées à un effectif de 30 000 en Syrie et en Irak, dont 40 % de combattants étrangers. Ils sont opposés à 140 000 Kurdes du nord de l'Irak, 7000 Kurdes syriens et 130 000 membres des forces de sécurité irakiennes. En outre, il existe en Syrie une constellation de combattants très divers de l'ordre de 100 000 personnes, dont la France estime que 80 000 d'entre eux appartiennent soit à des groupes terroristes désignés

comme tels par les Nations unies, soit à des groupes salafistes extrémistes. Les travaux actuellement conduits sous l'égide de la Jordanie permettront sûrement d'y voir plus clair.

Doit-on et peut-on aller combattre au sol ? Il est clair que les bombardements seront insuffisants pour reprendre le contrôle des zones tenues par les terroristes. Sur cette question, je voudrais simplement vous donner quelques ordres d'idées. Lors de la deuxième bataille de Falloujah, en novembre 2004, contre les mêmes adversaires que ceux d'aujourd'hui, les combats ont duré 5 mois. Les Américains et les Irakiens ont engagé 45 000 hommes, 100 avions, drones, hélicoptères et 300 blindés pour pouvoir prendre la ville. En Afghanistan où la coalition a conduit une opération de contre-insurrection qui pourrait ressembler à ce qu'il y aurait à faire en Syrie, l'OTAN a déployé jusqu'à 150 000 militaires et 350 000 membres des forces locales de sécurité, soit 500 000 hommes au total. A ce stade, une opération de contre-insurrection en Syrie est hors de portée des pays arabes et « hors de la volonté » des pays occidentaux.

S'agissant de l'engagement européen en Syrie, il se limite actuellement à l'engagement de la France, et à celui de la Grande-Bretagne, depuis quinze jours. Les Belges vont participer. Les Allemands vont apporter des moyens de reconnaissance. Cela illustre bien la faiblesse des moyens de la coalition et le manque de mobilisation de la communauté internationale, à commencer par les Européens.

S'agissant du nouveau Centre de Planification et de Conduite des Opérations (CPCO) de Balard, nous avons un outil de grande qualité, moderne et performant, qui répond au besoin de la multiplicité des crises et aux opérations modernes.

A propos de Barkhane, l'apport des Européens va permettre de rehausser le niveau de la MINUSMA, notamment au niveau de son état-major, où il reste des lacunes. La stratégie française au Mali donne satisfaction. La France a réussi à faire coopérer les pays de la région qui montent maintenant des opérations conjointes, et qui sont désormais mobilisés par la sécurité de leurs confins sahéliens. La place qui est donnée aux opérations des Nations unies permet aux forces françaises de se concentrer sur les opérations de contre-terrorisme.

M. Jean-Pierre Raffarin, président. - Mon Général, nous vous remercions pour cette audition que vous avez préparée avec soin, la commission y est très sensible. La qualité de votre analyse nous frappe tout particulièrement.

Questions diverses

M. Jean-Pierre Raffarin, président. - Mes chers collègues, je vous propose de fixer notre programme de travail pour 2016 conformément aux orientations définies par le Bureau de la commission.

Nous pourrions constituer 5 groupes de travail :

- « *Bilan des opérations extérieures* ». Ce groupe assurerait également le **suivi de la crise au Levant et de la lutte contre Daech**. Les co-présidents seraient : Jacques Gautier et Daniel Reiner ; seraient également membres de ce groupe : Jean-Marie Bockel, Jeanny Lorgeoux et Cédric Perrin ; par ailleurs, Daniel Reiner ne ferait pas le déplacement et ce serait un de ses collègues qui se rendrait en République centrafricaine et participerait donc au groupe de travail ...

M. Daniel Reiner. - En effet, M. Gilbert Roger.

M. Jean-Pierre Raffarin, président. -et, donc, M. Gilbert Roger.

- « *La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique* ». Co-présidents : Claude Malhuret et Claude Haut ; membres de la mission Raymond Vall et deux autres sénateurs qui seront désignés ultérieurement ;

- « *Australie : Quelle place pour la France dans le « Nouveau monde » ?* ». Co-présidents : Christian Cambon et Marie-Françoise Perol-Dumont ; Christian Namy serait membre de la mission, ainsi qu'un autre sénateur qui sera désigné ultérieurement ;

- « *Évaluation de l'aide au développement au Sahel* », à partir de l'exemple du Mali. Co-présidents : Henri de Raincourt et Hélène Conway-Mouret.

Je vous propose également de constituer un groupe de travail sur « *La crise des réfugiés* » pour en analyser les causes profondes, en lien avec les crises qui secouent les pays-source. L'un des co-présidents pourrait être Gaëtan Gorce. Y a-t-il un candidat de la majorité pour la co-présidence ?

M. Jacques Legendre. - Je me porte candidat.

M. Jean-Pierre Raffarin, président. - Jacques Legendre est donc co-président de ce groupe de travail, qui travaillera à partir d'auditions et pourra être ouvert à tous les sénateurs de la commission qui seraient intéressés.

Par ailleurs, la commission se rendra à la 71^e assemblée générale de l'ONU à l'automne. Participeront à la mission Michel Boutant, Joël Guerriau, Michèle Demessine, mission qui est traditionnellement conduite par le président de la commission.

Il n'y pas d'opposition ? Il en est ainsi décidé. Mes chers collègues, après une année 2015 bien remplie, nous nous retrouvons en 2016 !